

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 815

[2009/200841]

**29 JANVIER 2009. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la composition
et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, telle que modifiée, notamment les articles 52 et 53;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant sur la rationalisation de la fonction consultative, notamment les articles 1^{er}, 2 et 43;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992, l'arrêté du 19 juillet 2007 et l'arrêté du 31 janvier 2008;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 3 mars 2008, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Vu l'accord du Ministre du Budget, émis le 31 janvier 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2009;

Sur proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

- "Conseil" : le Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature;

- "Ministre" : le Ministre qui a la Conservation de la Nature dans ses attributions;

- "Administration" : la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie;

- "Secrétariat" : l'Instance chargée du secrétariat du Conseil.

Art. 2. Le Conseil est composé de représentants du monde scientifique, du secteur associatif, des Commissions ou Conseils consultatifs et de l'Administration. Ces personnes doivent présenter des garanties d'indépendance et d'intégrité et posséder des connaissances avérées en matière de conservation de la nature et de protection de la biodiversité.

Le Conseil est composé de 19 membres effectifs et de 19 membres suppléants dont :

1. six membres effectifs et six membres suppléants issus des Universités, des Ecoles supérieures ou des Instituts de recherche actifs en Région wallonne, dont les programmes d'études ou de recherches touchent aux disciplines ou aux domaines suivants :

- le règne végétal : 2 membres effectifs et 2 suppléants;

- le règne animal : 2 membres effectifs et 2 suppléants;

- la connaissance et la gestion du milieu naturel : 2 membres effectifs et 2 suppléants.

2. six membres effectifs et six membres suppléants issus des Fédérations, des Associations ou des Organisations non-gouvernementales, ayant pour objet la conservation de la nature et la protection de l'environnement, dont les attributions ou les compétences exercées sur l'ensemble du territoire wallon ou sur une partie importante de ce territoire concernent les aspects ou thèmes indicatifs suivants : sauvegarde de la biodiversité, gestion des sites naturels protégés, éducation à la conservation de la nature, développement des parcs naturels, formation des guides nature.

3. six membres effectifs et six membres suppléants représentant les Conseils ou Commissions suivants : le Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois; le Conseil supérieur wallon de la Chasse; le Conseil supérieur wallon de la Pêche; le Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro - alimentaire et de l'Alimentation; le Conseil supérieur wallon de l'Environnement et pour le Développement durable et la Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne.

4. un membre effectif et un membre suppléant représentant l'Administration.

Art. 3. A chaque renouvellement complet des membres du Conseil, l'Administration se charge de faire un appel à candidatures. Cet appel est publié au *Moniteur belge* et sur le site internet de la Région wallonne. Il précise notamment les mandats à conférer, les délais impartis pour le dépôt des candidatures et l'adresse de réception du courrier.

Toute institution ou instance répondant aux conditions exposées à l'article 2 peut présenter un dossier de candidature. Les candidatures individuelles ne sont pas admises.

Art. 4. Les membres effectifs et suppléants du Conseil sont nommés par le Gouvernement wallon, sur proposition du Ministre. Le président et le vice-président sont nommés par le Ministre parmi les membres effectifs ou suppléants.

Le Ministre peut inviter un représentant de la Communauté germanophone à assister aux réunions du Conseil, sans voix délibérative. La présence ou non de ce représentant aux réunions du Conseil ne peut avoir de répercussion sur le fonctionnement de celui-ci, ni sur la validité des actes qu'il pose.

Art. 5. Le Ministre peut désigner un nouveau président et/ou un nouveau vice-président parmi les membres effectifs ou suppléants en fonction, en cours de mandat, après que le(s) poste(s) ai(en)t été déclaré(s) vacant(s) par le Conseil.

Le Gouvernement peut nommer de nouveaux membres en cours de mandat, après que les postes aient été déclarés vacants par le Conseil.

En cas de perte de représentativité d'un membre, le Ministre peut inviter l'intéressé à démissionner de ses fonctions. L'intéressé et l'institution ou l'instance qu'il représente ont trente jours pour faire valoir leurs explications. Passé ce délai, le Ministre peut procéder au remplacement du membre.

Art. 6. Le Conseil peut inviter dans le cadre de ses travaux toute personne qu'il souhaite entendre, ayant des compétences particulières en relation avec le dossier qu'il traite. Ces personnes ne peuvent pas participer au vote.

Le Conseil peut constituer en son sein des commissions pour l'étude de matières spécifiques ou des groupes de travail pour préparer les remises d'avis. Il peut aussi inviter des personnes non membres à participer aux travaux de ces instances.

Art. 7. Les mandats conférés en vertu de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature sont prolongés jusqu'au plus tard le 31 mai 2009 et prennent fin de plein droit le jour de la désignation par le Gouvernement des membres du Conseil conformément au présent arrêté.

Art. 8. L'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 18 octobre 1990 relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, modifié par l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 29 octobre 1992, l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 juillet 2007 et l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 janvier 2008 est abrogé.

Art. 9. Pour le Conseil, les articles 1^{er} et 2, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative entrent en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* du présent arrêté.

Art. 10. Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme est chargé de l'application du présent arrêté.

Namur, le 29 janvier 2009.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,
B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 815

[2009/200841]

29. JANUAR 2009 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Wallonischer hoher Rat für die Erhaltung der Natur)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 12. Juli 1973 über die Erhaltung der Natur, in seiner abgeänderten Fassung, insbesondere der Artikel 52 und 53;

Aufgrund des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, insbesondere der Artikel 1, 2 und 43;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Oktober 1990 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature", abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Oktober 1992, den Erlass vom 19. Juli 2007 und den Erlass vom 31. Januar 2008;

Aufgrund des am 3. März 2008 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1^o, der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Aufgrund des am 31. Januar 2008 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 23. Januar 2009 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Im Sinne vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- "Rat": der "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature";
- "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Naturerhaltung gehört;
- "Verwaltung": die operative Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;
- "Sekretariat": die mit dem Sekretariat des Rats beauftragte Stelle.

Art. 2 - Der Rat setzt sich aus Vertretern des wissenschaftlichen Bereichs, des gemeinnützigen Sektors, der Beratungsausschüsse oder Beiräte und der Verwaltung zusammen. Diese Personen müssen Unabhängigkeits- und Integritätsgarantien vorweisen und erwiesene Kenntnisse in Sachen Naturerhaltung und Schutz der biologischen Vielfalt besitzen.

Der Rat setzt sich aus 19 effektiven Mitgliedern und aus 19 stellvertretenden Mitgliedern zusammen, worunter:

1. sechs effektive Mitglieder und sechs stellvertretende Mitglieder, der Universitäten, Hochschulen oder Forschungsinstitute, die in der Wallonischen Region tätig sind und deren Studien- oder Forschungsprogramme folgende Fächer oder Bereiche anschnitten:

- Pflanzenreich: 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder;
- Tierreich: 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder;
- Kenntnis und Verwaltung des natürlichen Milieus: 2 effektive Mitglieder und 2 stellvertretende Mitglieder.

2. sechs effektive Mitglieder und sechs stellvertretende Mitglieder, die der Vereine, Vereinigungen oder Nicht-Regierungsorganisationen, die die Naturerhaltung und den Umweltschutz verfolgen und deren Zuständigkeiten oder Befugnisse, die auf dem gesamten wallonischen Gebiet oder auf einem bedeutenden Teil dieses Gebiets ausgeübt werden, die folgenden informatorischen Aspekte oder Themen betreffen: Wahrung der biologischen Vielfalt, Verwaltung der geschützten Landschaft, Erziehung zur Naturerhaltung, Entwicklung der Naturparks, Ausbildung der Naturführer.

3. sechs effektive Mitglieder und sechs stellvertretende Mitglieder, die die folgenden Räte oder Kommissionen vertreten: den "Conseil supérieur wallon des Forêts et de la Filière Bois" (Wallonischer Hoher Rat des Forstwesens und des Holzgewerbes), den "Conseil supérieur wallon de la chasse" (Wallonischer hoher Rat für das Jagdwesen), den "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Wallonischer hoher Rat für den Fischfang), den "Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de l'Alimentation" (Wallonischer Hoher Rat für die Landwirtschaft, die Land- und Ernährungswirtschaft und die Ernährungswirtschaft), den "Conseil supérieur wallon de l'Environnement pour le Développement durable" (Wallonischer Umweltrat für eine nachhaltige Entwicklung) und die "Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne" (Königliche Kommission für Denkmäler, Landschaften und Ausgrabungen).

4. ein effektives Mitglied und ein stellvertretendes Mitglied, die die Verwaltung vertreten.

Art. 3 - Bei jeder vollständigen Erneuerung der Ratsmitglieder veröffentlicht die Verwaltung einen Aufruf an die Bewerber. Dieser Aufruf wird im Belgischen Staatsblatt und auf den Internet-Webseiten der Wallonischen Regierung veröffentlicht. Er gibt insbesondere die zu vergebenden Mandate, die für die Einreichung der Bewerbungen eingeräumten Fristen und die Korrespondenzanschrift an.

Jede Einrichtung oder Stelle, die die in Artikel 2 erläuterten Bedingungen erfüllt, kann eine Bewerbungsakte einreichen. Individuelle Bewerbungen sind nicht zugelassen.

Art. 4 - Die effektiven und stellvertretenden Mitglieder des Rates werden von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag des Ministers ernannt. Der Vorsitzende und der stellvertretende Vorsitzende werden vom Minister unter den effektiven und stellvertretenden Mitgliedern ernannt.

Der Minister kann einen Vertreter der Deutschsprachigen Gemeinschaft einladen, um den Versammlungen des Rates ohne beschließende Stimme beizuwohnen. Die Anwesenheit oder die Abwesenheit dieses Vertreters bei den Versammlungen des Rates darf sich weder auf die Arbeitsweise des Rates noch auf die Gültigkeit der Handlungen, der dieser durchführt, auswirken.

Art. 5 - Der Minister kann im Laufe des Mandats einen neuen Vorsitzenden und/oder einen neuen stellvertretenden Vorsitzenden unter den amtierenden effektiven oder stellvertretenden Mitgliedern bezeichnen, nachdem das Amt/die Ämter durch den Rat für offen erklärt worden ist/sind.

Die Regierung kann im Laufe des Mandats neue Mitglieder ernennen, nachdem diese Ämter durch den Rat für offen erklärt worden sind.

Verliert ein Mitglied seine Repräsentativität, so kann es vom Minister aufgefordert werden, sein Amt niederzulegen. Der Betreffende und die Einrichtung oder Stelle, die er vertritt, verfügen daraufhin über dreißig Tage, um ihren Standpunkt geltend zu machen. Nach Ablauf dieser Frist kann der Minister die Ersetzung des Mitglieds vornehmen.

Art. 6 - Im Rahmen seiner Arbeiten kann der Rat jegliche Person, die er anhören möchte und die über besondere Sachkenntnisse im Zusammenhang mit der bearbeiteten Akte verfügt, einladen. Diese Personen sind nicht berechtigt, an der Abstimmung teilzunehmen.

Der Rat kann unter seinen Mitgliedern Kommissionen für die Prüfung von spezifischen Angelegenheiten oder Arbeitsgruppen für die Vorbereitung der Abgabe von Gutachten bilden. Er kann ebenfalls Personen, die nicht Mitglieder sind, ersuchen, an den Arbeiten dieser Instanzen teilzunehmen.

Art. 7 - Die aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Oktober 1990 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" verliehenen Mandate werden höchstens bis zum 31. Mai 2009 verlängert und enden von Rechts wegen am Tag der Bezeichnung der Mitglieder des Rates durch die Regierung gemäß dem vorliegenden Erlass.

Art. 8 - Der Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 18. Oktober 1990 über die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature", abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regionalexekutive vom 29. Oktober 1992, den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. Juli 2007 und den Erlass der Wallonischen Regierung vom 31. Januar 2008 wird aufgehoben.

Art. 9 - Für den Rat treten die Artikel 1 und 2 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion zehn Tage nach der Veröffentlichung vorliegenden Erlasses im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. Januar 2009

Der Minister-Präsident,
R. DEMOTTE

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 815

[2009/200841]

29 JANUARI 2009. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de samenstelling en de werking van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" (Waalse Hoge Raad voor het Natuurbehoud)

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 12 juli 1973 op het natuurbehoud, zoals gewijzigd, inzonderheid op de artikelen 52 en 53;

Gelet op het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie, inzonderheid op de artikelen 1, 2 en 43;

Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 oktober 1990 betreffende de samenstelling en de werking van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 oktober 1992, het besluit van 19 juli 2007 en het besluit van 31 januari 2008;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 3 maart 2008, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 31 januari 2008;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2009;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

- "Raad" : de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature"
- "Minister" : de Minister bevoegd voor het Natuurbehoud;
- "Bestuur" : het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst;
- "Secretariaat" : de met het secretariaat van de Raad belaste instantie.

Art. 2. De Raad bestaat uit vertegenwoordigers van de wetenschappelijke wereld, van het verenigingsleven, van de Adviescommissies of -raden en van het Bestuur. Deze personen moeten onafhankelijkheids- en integriteitsgaranties vertonen en erkende kennis hebben inzake natuurbehoud en bescherming van de biodiversiteit.

De Raad bestaat uit 19 gewone leden en 19 plaatsvervangende leden onder wie :

1. zes gewone leden en zes plaatsvervangende leden uit de Universiteiten, Hogescholen of Onderzoeksinstituten die in het Waalse Gewest actief zijn, waarvan de studie- of onderzoekprogramma's de volgende vakken of gebieden betreffen :

- het plantenrijk : 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden;
- het dierenrijk : 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden;
- de kennis en het beheer van het natuurmilieu : 2 gewone en 2 plaatsvervangende leden.

2. zes gewone en zes plaatsvervangende leden uit de Verbonden, Verenigingen of niet gouvernementele organisaties die het natuurbehoud en de milieubescherming als doel hebben en waarvan de bevoegdheden uitgeoefend op het geheel van het Waalse grondgebied of op een belangrijk deel van dat grondgebied de volgende aspecten of indicatieve thema's betreffen : bescherming van de biodiversiteit, beheer van de beschermde natuurlijke sites, natuurbehoudeducatie, ontwikkeling van de natuurlijke parken, vorming van de natuur-gidsen.

3. zes gewone en zes plaatsvervangende leden die de volgende Raden of Commissies vertegenwoordigen : de "Conseil supérieur wallon des forêts et de la filière bois (Waalse Hoge Raad voor het Bos en de Houtverwerkingsnijverheid)"; de "Conseil supérieur wallon de la Chasse" (Waalse Hoge Jachtraad), de "Conseil supérieur wallon de la Pêche" (Waalse Hoge Visraad), de "Conseil supérieur wallon de l'agriculture, de l'agro-alimentaire et de l'alimentation" (Waalse Hoge Raad voor de Landbouw, de Agrovoeding en de Voeding), de "Conseil supérieur wallon de l'Environnement et pour le Développement durable" (Waalse Hoge Raad voor het Leefmilieu en voor de duurzame ontwikkeling) en de "Commission royale des Monuments, Sites et Fouilles de la Région wallonne" (Koninklijke Commissie voor Monumenten, Landschappen en Opgravingen van het Waalse Gewest).

4. een gewoon en een plaatsvervangend lid dat het bestuur vertegenwoordigt.

Art. 3. Bij elke algehele vernieuwing van de leden van de Raad, gaat het Bestuur tot een oproep tot de kandidaten over. Die oproep wordt in het *Belgisch Staatsblad* en op de website van het Waalse Gewest bekendgemaakt. Hij bepaalt met name de toe te kennen mandaten, de voor de indiening van de kandidaturen bepaalde termijn en het adres van ontvangst van de briefwisseling.

Elke instelling of instantie die de voorwaarden van artikel 2 vervult, kan een kandidatuur dossier voorstellen. De individuele kandidaturen zijn niet toegelaten.

Art. 4. De gewone en plaatsvervangende leden van de Raad worden op voorstel van de Minister door de Waalse Regering benoemd. De Voorzitter en de Ondervoorzitter worden door de Minister benoemd onder de gewone of plaatsvervangende leden.

De Minister kan een vertegenwoordiger van de Duitstalige Gemeenschap uitnodigen om de vergaderingen van de Raad bij te wonen zonder stemgerechtigd te zijn. De al dan niet aanwezigheid van die vertegenwoordiger bij de vergaderingen van de Raad mag geen gevolg hebben op de werking van laatstgenoemde, noch op de geldigheid van zijn handelingen.

Art. 5. Tijdens het mandaat kan de Minister een nieuwe Voorzitter en/of een nieuwe Ondervoorzitter aanwijzen onder de gewone of plaatsvervangende leden in functie nadat de post (en) vacant verklaard is (zijn) door de Raad.

De Regering kan nieuwe leden in de loop van hun mandaat benoemen nadat de posten verklaard zijn door de Raad.

In geval van verlies van representativiteit van een lid kan de Minister de betrokkene erom verzoeken ontslag te nemen. De betrokkene en de instelling of instantie die hij vertegenwoordigt, beschikken over dertig dagen om hun uitleg te laten gelden. Na die termijn kan de Minister overgaan tot de vervanging van het lid.

Art. 6. In het kader van zijn werken kan de Raad elke persoon uitnodigen, die hij wil horen en die bijzondere bevoegdheden heeft in verband met het dossier dat hij behandelt. Deze personen mogen niet stemmen.

De Raad kan uit zijn midden commissies voor de studie van specifieke aangelegenheden of werkgroepen om het uitbrengen van de adviezen voor te bereiden, oprichten. Hij kan ook personen die geen lid zijn, uitnodigen om deel te nemen aan de werkzaamheden van deze instanties.

Art. 7. De mandaten toegekend overeenkomstig het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 oktober 1990 betreffende de samenstelling en de werking van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature" worden verlengd tot uiterlijk 31 mei 2009 en eindigen van rechtswege op de dag waarop de leden van de Raad door de Regering aangewezen worden overeenkomstig dit besluit.

Art. 8. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 18 oktober 1990 betreffende de samenstelling en de werking van de "Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature", gewijzigd bij het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 29 oktober 1992, het besluit van de Waalse Regering van 19 juli 2007 en het besluit van de Waalse Regering van 31 januari 2008 wordt opgeheven.

Art. 9. Voor de Raad treden de artikelen 1 en 2 van het decreet van 6 november 2008 tot rationalisering van de adviesfunctie in werking tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 10. De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme is belast met de toepassing van dit besluit.

Namen, 29 januari 2009.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN